



Répondre à la crise médiatique avec une SSR renforcée et renouvelée !

Depuis des années, nous traversons une crise médiatique. La numérisation et internet font des ravages chez de nombreux médias. Les revenus publicitaires ont migré vers le web, et dans une large mesure vers les géants de la technologie comme Google et Facebook ou vers les plateformes publicitaires des éditeurs comme AutoScout ou Homegate. Dans le même temps, 200 à 300 millions de francs suisses annuels de publicité télévisée sont captés par des groupes de médias étrangers tels que RTL, Sat1, TF1 ou M6.

Cet affaiblissement économique des médias suisses a des conséquences négatives. La qualité et la diversité des informations ainsi que la quantité d'informations qualifiées diminuent. La partie la plus jeune du public (< 40 ans) utilise majoritairement des canaux d'information complètement différents (TikTok, Instagram, etc.) et consomme « à la demande » et non « en temps réel ». Par ailleurs, sur les réseaux sociaux en particulier, les « *fake news* » sont en hausse également en Suisse et les bulles de filtres provoquent une désinformation généralisée. Ces processus sont manifestes durant la pandémie de coronavirus.

Les expert-es s'accordent à dire que cette évolution est dangereuse pour la démocratie directe et la cohésion nationale. Cette situation rend d'autant plus important l'engagement politique en faveur du service public médiatique et de la diversité des médias. Ce n'est que si les anciens et les nouveaux fournisseurs de contenu journalistique et la SSR se renforcent mutuellement que les médias suisses pourront faire face aux géants de la technologie comme Facebook et Google. La vieille guerre de tranchées entre les éditeurs et la SSR est définitivement dépassée.

Dans ce cadre, une SSR renforcée et renouvelée est indispensable. Dans toutes les régions du pays, elle garantit la souveraineté des médias, un journalisme de qualité et devient un rempart contre les « *fake news* ». La SSR garantit des informations de base sur tous ses canaux et se développe comme une plateforme pour tous les fournisseurs de contenu journalistique. En outre, elle fonctionne également comme une agence nationale et exploite une archive médiatique complète. En termes de conditions et d'atmosphère de travail, elle doit être un modèle.

1. La SSR assure la souveraineté médiatique de la Suisse

La SSR relève activement les défis de la formation démocratique de l'opinion et de l'information fiable à l'ère numérique et se positionne comme un rempart suisse contre la désinformation croissante, les « *fake news* » et les discours de haine. Sans une SSR forte, la démocratie directe deviendrait de plus en plus dépendante des puissant-es et/ou des groupes médiatiques ou technologiques étrangers, ce qui signifie également un affaiblissement de notre souveraineté. Il est donc dans l'intérêt national que la SSR soit dotée de ressources financières suffisantes.

2. La SSR garantit une information de qualité sur tous les canaux

La SSR est l'épine dorsale d'une information de base complète pour toute la population, dans toutes les régions de la Suisse et dans les quatre langues nationales (service public médiatique). Elle tient également compte des besoins de la population migrante. La SSR fournit des informations sur tous les sujets pertinents, en particulier dans les domaines de l'information, de la culture, de l'éducation, du sport et du divertissement. Elle propose également des contenus divertissants. Ainsi, elle garantit une qualité journalistique élevée, soit des données justes,

pertinentes et factuelles. Dans un monde médiatique globalisé, numérique et de plus en plus fragmenté, le droit des citoyen-es à une gamme complète et librement accessible de contenus journalistiques de qualité et crédibles est crucial – que ces contenus soient diffusés à la radio, à la télévision, en ligne ou via les réseaux sociaux. La SSR doit donc être autorisée à publier sur tous ses canaux et à engendrer des recettes publicitaires tant en ligne qu'à la télévision. La restriction artificielle de la SSR dans le secteur en ligne n'a pas renforcé les éditeurs privés, mais a affaibli la place médiatique suisse dans son ensemble.

3. La SSR gère des plateformes et des canaux pour tous les contenus journalistiques

En contrepartie de la liberté sur internet, la SSR fournit des services de base à toutes les actrices et acteurs journalistiques en Suisse. Les contenus de la SSR devraient donc également être librement accessibles pour les médias privés, pour autant qu'ils souscrivent au code journalistique du Conseil de la presse et qu'elle en ait les droits d'auteur. Les ressources limitées des petites entreprises de médias peuvent ainsi être affectées en priorité au travail de publication journalistique. La SSR exploite aussi diverses plateformes et canaux pour ses propres services d'information. Elle met également ses technologies à la disposition du secteur privé, de sorte que tous les médias suisses et les particuliers peuvent présenter sur ces canaux leurs propres contributions originales sur des sujets définis (« *Digitale Allmend* »). La SSR travaille en ce sens avec les Hautes écoles suisses. Une équipe éditoriale assure le contrôle de la pertinence, la vérité et le contrôle de la qualité. Ainsi, l'intelligence collective de la Suisse est visible et utilisable pour tout le pays.

4. La SSR devient une agence de presse et une archive médiatique pour toutes et tous

Dans le sens du service de base mentionné ci-dessus, la SSR deviendra également une agence de presse nationale au sein de laquelle toutes les informations nationales et internationales seront collectées et vérifiées. Moyennant une licence appropriée, toutes les rédactions de Suisse peuvent utiliser gratuitement les fichiers vidéo et audio ainsi que les textes de cette agence. En outre, la SSR stocke les données de tous les médias de droit public, mais aussi privés, et garantit le libre accès aux entreprises sous licence.

5. La SSR est un employeur exemplaire

Un journalisme de qualité exige des conditions de travail progressistes et un haut niveau de motivation de la part de toutes et tous les employé-es. C'est pourquoi la SSR remplit sa mission d'employeur exemplaire. C'est un partenaire social progressiste qui s'engage dans un dialogue avec ses employé-es et vit une culture d'entreprise participative. Elle garantit également une représentation équilibrée des genres à tous les niveaux et met en œuvre des mesures efficaces contre le harcèlement et le mobbing.

6. La SSR a besoin d'un financement sûr

Afin d'accomplir les tâches décrites aux points 1 à 5, le modèle de financement existant de la SSR doit être assuré et développé. L'objectif est la sécurité financière de la planification de la SSR, qui garantit l'accomplissement des tâches et le respect des normes de qualité élevées. Comparativement au statu quo, ce but nécessite clairement un financement plus important. La redevance existante pour les ménages privés et les entreprises ne devrait donc pas être réduite davantage. Les recettes supplémentaires dues à la croissance démographique et économique doivent être entièrement réinvesties dans le système médiatique suisse, car la part de la SSR ne doit pas être réduite. La diminution des recettes publicitaires de la télévision doit au moins être partiellement compensée par les recettes de la publicité en ligne. Bien entendu, nous attendons également de la SSR une transparence maximale dans le domaine des finances et qu'elle fasse preuve d'économie avec les fonds dont elle dispose.